

Séance du Conseil général du 20 octobre 2003 à 20.00 heures à la salle polyvalente de la Fondation Gentit

Président : M. Francis Sauser, Président du Conseil général

Secrétaire : M. Claude Gagnebin, Secrétaire communal

Prise du procès-verbal : Mme Marlyse Jobin, employée communale

1. Appel

Conformément à l'art.18 du règlement du Conseil général, le président souhaite la bienvenue aux Conseillers et procède à l'appel nominal des conseillers généraux. 19 membres du Conseil général sont présents à la séance de ce soir (Madame Luciana Werder arrivera en cours de séance). Il déclare la séance de ce soir ouverte et valable. Madame Laurence Babey et Monsieur Raphaël Willemin sont excusés.

La présente séance a été convoquée :

- Par publication dans le Journal Officiel de la République et Canton du Jura no 34 du 8 octobre 2003.
- Par convocation à domicile.
- Par affichage public.

Sur proposition du président, l'ordre du jour suivant est accepté :

1. Appel
2. Procès-verbal de la séance du Conseil général du 30 juin 2003
3. Communications
4. Questions orales
5. a) Préaviser le projet de réserve forestière de « Fromont », présenté par Mme et M. Bischof, agriculteurs aux Bois
b) Elaborer de manière définitive le message du Conseil général destiné aux ayants droit au vote

2. Procès-verbal de la séance du Conseil général du 30 juin 2003

Le procès-verbal de la séance du 30 juin 2003 ne donne lieu à aucun commentaire.

Il est déclaré accepté par le Président, sans votation.

3. Communications

a) Communication du bureau du Conseil général.

La municipalité de Saint-Imier a invité le bureau du Conseil général à une journée de rencontre des bureaux des Conseils de Villes et des Conseils généraux. Cette réunion aura lieu le 8 novembre 2003.

b) Communications du Conseil communal.

Monsieur le Maire, Gabriel Bilat, donne connaissance des communications du Conseil communal. Une parcelle de terrain située dans le secteur « Au Jourez » a été vendue à Madame Humair, de Malleray. Un crédit de Fr. 20'000.00 a été voté pour terminer le mur du cimetière des pestiférés au Boéchet. Pour pallier à un manque de clarté décisionnelle concernant notamment les travaux de construction dans les hameaux, le Conseil communal a alloué un crédit de Fr. 34'000.00 à la maison RWB pour revoir notre plan de zones communal. Une fois revu, ce plan devra obtenir l'aval du peuple par votation populaire. Une subvention annuelle de Fr. 500.00 est allouée au Chœur mixte. La place de jeux du Jourez a été aménagée. La commission pour la création d'une crèche est à la recherche de locaux. Comme vous avez pu le constater, la rue de la Gare a subi de nouveaux travaux, suite à une erreur de raccordement au réseau des canalisations à cet endroit. Lors de la sécheresse, nous nous sommes aperçus que la canalisation à l'étang du Golf coulait toujours. Suite à cela, nous avons effectué des colorations qui ont démontré que les canalisations étaient mal raccordées. Le bureau d'ingénieurs Jobin a donc été convoqué, afin de nous fournir des explications. Suite à une séance et après contrôle, le bureau d'ingénieurs Jobin a reconnu que sa responsabilité était engagée et nous a informé qu'il prenait à sa charge les travaux à effectuer, ainsi que les heures de travail que le responsable de la STEP a passé à élucider ce problème. La doline sous la cure sera également purgée aux frais du bureau d'ingénieurs Jobin.

4. Questions orales

1) Monsieur Yann Chappatte

La boîte aux lettres communale située à l'entrée de l'administration présente un défaut très important que Monsieur Chappatte souhaite relever. En effet, en période de votations ou lors de la remise des déclarations fiscales, la boîte aux lettres est fréquemment remplie. Cet état de fait permet à quiconque de subtiliser des enveloppes, soit pour consulter des documents, les détruire ou les modifier. Afin d'éviter que des documents confidentiels ne soient subtilisés, Monsieur Chappatte aimerait savoir si le Conseil communal a déjà entrepris des démarches pour solutionner ce problème. Si oui, lesquelles et dans le cas contraire, pour quelles raisons et dans quel délai peut-on espérer une amélioration de cet état de fait.

Monsieur le Maire précise que, jusqu'à ce jour, aucun problème relatif à la boîte aux lettres n'est survenu et que celle-ci est relevée régulièrement. Monsieur Bilat reconnaît que des boîtes aux lettres ont été pillées à d'autres endroits, notamment dans des banques. Nous allons donc régler ce problème.

Monsieur Chappatte est satisfait.

2) Monsieur Henri Boillat

La question de Monsieur Boillat était relative au problème du raccordement erroné des canalisations à la rue de la Gare. Il est donc satisfait de la réponse qu'il a obtenue lors de la communication faite par Monsieur le Maire au point 3 de l'ordre du jour. Toutefois, Monsieur Boillat pense que le bureau d'ingénieurs Jobin n'est pas très sérieux ! Monsieur Boillat souligne également le fait que les bouches d'égouts sont toutes un

centimètre au-dessous du niveau de la route et qu'elles ne sont pas réglées correctement par vissage, comme cela devrait l'être.

Monsieur Daniel Kurz indique que les bouches qui sont sur la route cantonale ne peuvent pas être vissées. Il est vrai que nombre d'entre elles ne sont pas encore bien réglées, mais il s'agit là de travaux de garantie que l'entreprise CRGC doit encore effectuer. Concernant les bouches d'égouts situées sur les routes secondaires, nous les vérifierons et les remettrons à niveau.

Monsieur Boillat est satisfait.

3) Monsieur Yann Chappatte

Monsieur Chappatte signale que la station d'épuration émet un fort bruit, de jour comme de nuit. Le Conseil communal peut-il en indiquer les raisons et a-t-il pris des mesures pour remédier à ce problème ? Dans la négative, le seront-elles et si oui, dans quels délais peut-on espérer une réduction, voire une absence du bruit provoqué par la station d'épuration. Monsieur Daniel Kurz reconnaît que des remarques ont déjà été faites au Conseil communal à ce sujet. Le Conseil communal a demandé des devis à différentes entreprises et ce problème sera réglé dans les trois semaines.

Monsieur Yann Chappatte est partiellement satisfait.

4) Monsieur Yann Chappatte

Depuis une trop longue période et dans un lieu indéterminé, un chien aboie, hurle de façon inconsidérée et non admissible. De nombreux citoyens se sont plaints de cet état de fait et ont organisé des patrouilles afin de localiser ce chien, malheureusement sans succès. Monsieur Chappatte souhaite que l'on retrouve la tranquillité dans ce village et aimerait savoir si le Conseil communal a entrepris des démarches à ce sujet. Si oui, le propriétaire a-t-il été remis à l'ordre, lui a-t-on rappelé ses droits, devoirs et obligations, a-t-on obtenu l'assurance que ses agissements soient arrivés à leur terme, le but étant que l'on puisse dormir sans être réveillé de façon systématique par ce chien.

Monsieur le Maire, Gabriel Bilat, reconnaît avoir déjà entendu parler de ce problème. Malheureusement, ce chien n'ayant jamais été localisé, il n'est pas possible de régler ce cas. Dès que nous connaîtrons le propriétaire, nous pourrons intervenir.

Monsieur Chappatte est partiellement satisfait.

5) Monsieur Yann Chappatte

Monsieur Chappatte aimerait évoquer le problème de la visibilité sur les routes de notre Commune. De nombreux citoyens ont pris, depuis quelques mois, leurs aises sur des terrains certes privés, mais qui empiètent sur la visibilité routière et la sécurité villageoise. Il y a peu de temps, certains propriétaires ont dû couper, voire enlever leur haie pour réduire les obstacles qui réduisaient la visibilité. Le Conseil communal est-il en mesure de rappeler ces règles aux citoyens qui ne les respectent pas. Monsieur Chappatte rappelle qu'il y a une multitude de tels cas dans le village, notamment au STOP situé vers le restaurant de la Couronne, où les bacs à fleurs réduisent passablement la visibilité.

Monsieur le Maire précise que les bacs à fleurs sont en retrait par rapport à la route et que, à son avis, ce sont plutôt les voitures mal garées à cet endroit qui masquent la visibilité. Comme chaque année, le Conseil communal éditera un avis officiel rappelant aux propriétaires l'obligation d'élaguer les haies et arbres en bordure de routes.

Monsieur Chappatte est partiellement satisfait.

5. a) Préavisier le projet de réserve forestière de « Fromont », présenté par Mme et M. Bischof, agriculteurs aux Bois
b) Elaborer de manière définitive le message du Conseil général destiné aux ayants droit au vote

a) Monsieur Francis Sauser donne la parole à Monsieur le Maire pour le débat d'entrée en matière.

Une mise en réserve d'une trentaine d'hectares de forêt, propriété de Monsieur Bischof et sise sur les bords du Doubs, a été demandée sur une durée de 99 ans. La Commune des Bois et la Seconde Section ont formé opposition. Après la séance de conciliation, les deux opposants ont maintenu leurs oppositions. Dès lors, ce projet doit être soumis au vote populaire, selon l'article 16 du règlement d'organisation. Le Conseil communal demande au Conseil général de préavisier le message relatif à la votation populaire organisée pour cet objet.

Monsieur Francis Sauser ouvre la discussion sur le débat d'entrée en matière. Aucun membre ne s'exprime. La discussion est close et l'entrée en matière acceptée tacitement.

Sur le fond, Monsieur le Maire aimerait ajouter qu'il n'appartient pas aux Conseillers généraux, ce soir, de décider de la réalisation ou non de ce projet, mais de donner un préavis pour la votation populaire qui aura lieu. Si le Conseil communal et la Seconde Section ont décidé d'être opposés au projet de Monsieur Bischof, c'est par souci de préservation des forêts avoisinantes. Effectivement, une garantie sanitaire de la réserve n'est pas assurée, malgré une ceinture exploitée de la zone en question. Chaque année, nous avons des factures à payer pour la capture des bostryches. Alors, pourquoi les laisser se développer en toute quiétude et ce, de surcroît, durant 99 ans ? L'invasion d'autres sortes d'insectes peut également être envisagée ; actuellement, le sapin blanc est menacé par une sorte de bostryches. Le Canton et la Confédération ne donnent aucune garantie en cas d'épidémie. C'est pourquoi, le Conseil communal a maintenu son opposition à ce projet.

Monsieur le Président, Francis Sauser, donne la parole à Monsieur Bischof afin qu'il présente son projet.

Monsieur Bischof précise qu'il est aux Bois depuis 14 ans et qu'il y a créé la première ferme bio. Son domaine est d'une superficie de 80 hectares (avec le domaine loué à La Bouège), dont 42 hectares de forêts. Monsieur Bischof est le premier privé qui souhaite réaliser une réserve forestière. La démarche de projet de réserve fait suite au passage de l'ouragan Lothar qui a occasionné de grands dégâts dans notre Commune : environ mille m³ de bois détruit pour la famille Bischof. L'Etat a proposé de faire des réserves forestières dans les endroits où l'exploitation du bois n'était pas rentable. C'est la raison pour laquelle la famille Bischof, en collaboration avec le garde-forestier, M. Adrien Cattin, a demandé au Canton la possibilité de faire une réserve à Fromont sur 2 hectares. Le Canton a répondu favorablement, mais a proposé de la réaliser sur une superficie de 30 hectares. Cette forêt se situe dans le périmètre du Parc naturel régional du Doubs et beaucoup de touristes s'y promènent.

Monsieur Francis Sauser passe la parole à Monsieur Eschmann, responsable des réserves forestières à l'Office des forêts de Saint-Ursanne.

Monsieur Eschmann précise que, dans le Canton, onze projets de réserves forestières sont actuellement soit réalisés, soit en cours de réalisation. Le Canton est favorable à la création de cette réserve et Monsieur Eschmann encourage les Conseillers à soutenir le projet de Monsieur Bischof. Monsieur Eschmann rappelle qu'une réserve forestière est une zone forestière protégée d'un point de vue juridique, c'est pour cette raison qu'un contrat sera signé avec le propriétaire. Ce contrat doit obligatoirement porter sur une durée comprise entre 50 et 99 ans. Une réserve comprend des zones de forêts où l'on n'interviendra plus du tout et des zones particulières où l'on pourra intervenir dans un but de protection de la nature, pour améliorer la biodiversité de la forêt. Une réserve forestière n'est pas une réserve naturelle. Les promenades, la chasse ou la cueillette de champignons y sont donc autorisées. Les droits des citoyens ne sont donc pas restreints dans ce secteur. Par contre, Monsieur Bischof sera obligé de gérer différemment son domaine. Le Canton préconise ces réserves forestières dans un but d'augmentation de la biodiversité. Les forêts suisses sont, en général, très bien gérées du point de vue « nature ». Par contre, les études faites démontrent qu'il y a un certain déficit en vieux arbres et bois mort dans nos forêts. C'est justement à ce problème que l'on souhaite remédier en créant des réserves qui ont un développement naturel où tout le cycle de vie d'un arbre peut se faire. Le Canton est d'avis que le propriétaire qui fait un effort pour la biodiversité doit être dédommagé, c'est pour cela qu'un système d'indemnisation a été mis au point et que Monsieur Bischof toucherait une somme conséquente d'argent. Un intérêt économique évident, dans la création de réserves forestières, est la certification du bois par des labels. De plus en plus de scieurs exigent du bois certifié. Une des exigences, pour obtenir ces labels, est de créer 10% de réserves forestières sur le territoire suisse. Le Canton a donc pour objectif d'obtenir ces 10% en créant des réserves aux endroits qui s'y prêtent le mieux. Au niveau cantonal, les autres projets n'ont pas connu d'opposition. L'office des forêts a élaboré un concept des réserves forestières, afin d'avoir des règles et des schémas clairs pour éviter une certaine anarchie. Ce concept est actuellement au Gouvernement pour approbation. Suite à cette approbation, il est prévu de consulter les Communes, les partis politiques, les associations, qui pourront se prononcer à ce sujet. Il est clair que les réserves Lothar viennent un peu tôt par rapport au concept qui n'est pas encore public. En effet, la Confédération exige que tout ce qui est lié à Lothar soit effectué avant la fin de l'année 2003. Concernant le danger principal qui est une contamination par le bostryche, les projets que le Canton choisit sont ceux qui paraissent les moins risqués. L'office des forêts a donc jugé que le projet de Monsieur Bischof présentait des caractéristiques qui permettaient de l'aborder avec confiance, notamment un très faible pourcentage de résineux. Pour conclure, Monsieur Eschmann invite les Conseillers à prendre la bonne décision ce soir.

Monsieur le Président, Francis Sauser, demande si les Conseillers désirent prolonger l'exposé, conformément à l'article 36 du règlement, au-delà de 15 minutes. La prolongation est acceptée à l'unanimité.

Monsieur Adrien Cattin, garde-forestier, précise qu'il n'est pas présent pour défendre un projet, mais pour répondre aux questions que les Conseillers pourraient lui poser. Monsieur Cattin aimerait toutefois rappeler que, dans la politique forestière, il y a actuellement un net changement, comme l'agriculture l'a connu il y a quelques années, où des compensations écologiques cantonales de l'ordre de 3 millions de francs sont distribuées. Au niveau forestier, il faudra donc s'habituer à aller dans cette direction, dictée par des instances supérieures. Monsieur Cattin reconnaît qu'il n'est pas facile de raisonner de cette façon et qu'il faut du temps pour cela. Malheureusement, nous sommes pressés par les délais. Monsieur Cattin aurait voulu apporter un agrandissement à cette réserve qui, pour lui, était un noyau. Si nous acceptons cette réserve, nous pourrions, par la suite, contacter les propriétaires voisins pour agrandir ce projet. Concernant le sujet principal lié aux oppositions qui est le bostryche, Monsieur Cattin souligne que l'homme, dans la gestion de la lutte contre le bostryche, n'intervient que dans une partie infime d'environ 5%. Le 95% de cette lutte est géré par les prédateurs. Ces derniers se développent dans des forêts riches en biodiversité.

Monsieur le Maire souligne que la Commune n'est pas opposée à une réserve où la biodiversité se développe, mais elle aurait voulu des garanties relatives à l'état sanitaire de cette forêt, garanties que le Canton et la Confédération ne peuvent donner. La Commune aurait souhaité que cette réserve soit faite pour une durée de 50 ans.

Monsieur Eschmann précise que le Canton et la Confédération ne peuvent pas donner des garanties pour l'avenir, mais sont en faveur de ces réserves sur la base d'études scientifiques.

Monsieur Henri Boillat aimerait savoir si la Commune devra participer à la subvention de Fr. 126'000.00 et combien le Canton devra donner.

Monsieur Eschmann précise que le Canton versera le 20% et la Confédération donnera le reste. De son côté, la Commune ne devra absolument rien déboursier.

Monsieur Paul-Justin Boillat souligne le fait que les citoyens devront prendre une décision relative à un plan spécial qui est nécessaire pour mettre cette zone en réserve. Les Conseillers sont chargés de donner un préavis sur ce plan spécial qui ne fait pas partie de la documentation reçue. Il s'agit du document fondamental sur lequel les Conseillers doivent se prononcer ; Monsieur Boillat demande donc instamment qu'on lise ce plan spécial.

Monsieur le Secrétaire, Claude Gagnebin, précise que les Conseillers n'ont pas reçu le projet, étant donné qu'il avait été mis à l'enquête au mois d'avril. Par contre, une certaine confusion s'opère. En effet, il s'agit d'un projet de réserve forestière qui est assimilé à un plan spécial, de par le fait que la procédure est la même que pour la loi sur l'aménagement du territoire. Mais il ne s'agit pas d'un plan spécial au sens de la loi sur l'aménagement du territoire, c'est un plan spécial à adopter dans le cadre de la législation forestière. Monsieur Gagnebin ne donne pas lecture du projet de réserve forestière établi par

Monsieur Choffat, ingénieur forestier, intitulé « rapport explicatif », car les Conseillers en ont obtenu une copie. Il s'agit du seul document dont la Commune ait eu connaissance.

Monsieur Eschmann précise qu'il s'agit bien d'une procédure d'aménagement forestier qui découle de l'article 36 de la loi sur les forêts. Chaque Commune est responsable de l'aménagement de toutes les forêts situées sur le territoire communal et doit se prononcer sur le changement d'affectation de fonction forestière. Il ne s'agit en aucun cas d'un plan spécial et c'est bien sur le rapport explicatif que les Conseillers doivent se prononcer.

Monsieur Marcel Barthoulot aimerait savoir comment on résoudra le problème en cas de maladies qui pourraient se développer dans la réserve, afin que les forêts voisines ne soient pas contaminées.

Monsieur Eschmann précise que le contrat qui sera signé avec le propriétaire prévoit certaines possibilités d'intervention. Si un agent pathogène particulièrement menaçant pour l'ensemble des forêts faisait son apparition, on pourrait imaginer que le contrat soit remis en question.

Monsieur Bischof souligne que le bostryche se développe particulièrement dans les forêts de monoculture. L'ingénieur forestier, Monsieur Choffat, a prévu une close dans le contrat qui précise que, si plus de 10 arbres sont attaqués par le bostryche, il faut les couper. Mais la Commune n'a pas jugé cela suffisant pour retirer son opposition.

Monsieur le Maire précise que la Commune n'a jamais eu connaissance du contrat en question et que le fait que les arbres attaqués soient coupés s'ils étaient au nombre de 10 n'était que conditionnel.

Monsieur Eschmann regrette que ce contrat n'ait pas été intégré au dossier. Il s'agit d'un oubli. D'autre part, le Canton n'est pas contre l'exploitation des forêts, mais voit, dans la création de réserves forestières, un complément qui ne mettrait pas en péril l'exploitation forestière.

Monsieur Bischof est surpris de constater que les autres Communes jurassiennes n'aient eu aucune crainte relative au bostryche, mais que la Commune des Bois soit à ce point sensible à ce sujet.

Monsieur Philippe Joliat aimerait préciser que, lorsqu'il a eu connaissance de ce projet de réserve forestière, il a été enchanté à double titre. Tout d'abord, en tant qu'habitant, Monsieur Joliat connaît particulièrement bien cette forêt pour l'avoir parcourue de long en large et, comme entendu précédemment, on pourra continuer d'y cheminer. D'autre part, en tant que naturaliste franc-montagnard, Monsieur Joliat apprécie énormément cet endroit du fait de sa diversité. Monsieur Joliat a été très étonné d'apprendre qu'il y avait des oppositions à ce projet. En tant que naturaliste, Monsieur Joliat sait que la crainte du bostryche ne constitue pas un frein à la réalisation d'une réserve forestière, puisqu'il est éliminé à 95% par la nature. Monsieur Joliat est donc convaincu que cette réserve

forestière est une bonne chose, non seulement pour nous, mais également pour nos enfants.

Monsieur Barthoulot rappelle que le Canton devra mettre en réserve le 10% de ses forêts. Il aimerait savoir quel pourcentage représentent les onze projets actuels.

Monsieur Eschmann précise, qu'aujourd'hui, nous en sommes à 1,4%. Avec les réserves Lothar, on arrivera environ à 2%. Le chiffre de 10% est un objectif à 20 ou 25 ans.

Madame Luciana Werder souligne que le problème principal, qui était le bostryche, s'avère ne pas en être un. Le second tourment est qu'il s'agit d'un îlot. Madame Werder aimerait donc savoir s'il n'était pas possible d'y ajouter d'autres territoires pour compléter ce projet et remédier à ce problème d'îlot.

Monsieur Eschmann précise que les réserves forestières sont des projets volontaires et qu'aucun propriétaire ne sera obligé d'en réaliser. Par contre, il n'est pas nécessaire que chaque réserve en touche une autre. Ce qui est important, c'est que les animaux puissent se déplacer, mais pas forcément en créant des couloirs de réserves forestières.

Madame Jacqueline Stauffer aimerait souligner que le manque de temps dont Monsieur Eschmann a fait mention a certainement joué en défaveur du projet de Monsieur Bischof. Si le Conseil communal avait eu plus d'informations, il aurait peut-être pris position différemment et c'est regrettable.

Monsieur Yann Chappatte se réfère à l'article 40 du règlement pour demander une interruption de séance au terme des débats.

Monsieur Jean-François Humair aimerait savoir ce que l'on ferait si une catastrophe naturelle, tel un incendie, se produisait dans ce secteur. Pourrait-on replanter des arbres ?

Monsieur Eschmann précise qu'en cas de situation exceptionnelle, le contrat pourrait être revu. L'idée du contrat est d'assurer la fonction « nature » à long terme. Si cette fonction ne peut plus être assumée de la façon dont le contrat la prévoit, il sera possible de revoir celui-ci.

Monsieur Jean-François Humair souligne que la servitude est inscrite au Registre Foncier pour 99 ans.

En effet, Monsieur Eschmann assure qu'une servitude sera inscrite au Registre Foncier. Pour répondre à Madame Stauffer, Monsieur Eschmann reconnaît que, en 2001 et 2002, l'Office des forêts aurait dû saisir l'occasion d'informer la Commune de ce projet.

Monsieur Bischof aimerait souligner qu'avec l'argent reçu, il souhaite installer des panneaux solaires.

Monsieur Denis Mertenat aimerait savoir si du bois de Lothar attaqué par le bostryche a déjà été exploité dans les forêts avoisinantes.

Monsieur Adrien Cattin souligne que, depuis un mois et demi, on vit une augmentation importante du bostryche, mais cela, de manière beaucoup plus considérable sur le plateau que dans les côtes du Doubs, où l'on est déjà très proche de la biodiversité et où l'exploitation a déjà été fortement ralentie. Il est important de rappeler qu'il existe deux sortes de réserves : la réserve totale, où on ne peut pas intervenir et la réserve particulière, où c'est possible. Dans un premier temps, nous avons délimité six hectares que nous souhaitons mettre en zone particulière. Cette limite peut être revue, afin de préserver les forêts avoisinantes.

Monsieur Bischof précise qu'aucun arbre attaqué par le bostryche n'a été coupé dans ce secteur.

Monsieur Paul-Justin Boillat a un souci concernant l'accès à cette forêt. Sur l'explicatif, il est mentionné un chemin en bas de Fromont, où il est précisé que nous pourrions toujours y accéder. Par contre, d'autres sentiers qui sont déjà actuellement difficiles d'accès ne sont pas mentionnés sur ce rapport. On restreint donc considérablement l'accès à cette zone, notamment le chemin qui va du Bois-Banal à Fromont et on réduirait à néant ce que nos ancêtres ont construit durant des dizaines d'années.

Monsieur Eschmann rappelle qu'il est prévu d'établir un plan de gestion dans lequel certains éléments non mentionnés sur le contrat pourraient figurer, par exemple définir une zone de réserve particulière plus grande que prévue car, dans le contrat, l'endroit où se trouve cette zone n'est pas indiqué. Il serait donc tout à fait possible de mentionner dans le plan de gestion que tel ou tel chemin doit rester dégagé. Au niveau du Canton, nous exigeons uniquement que les chemins publics officiels restent ouverts.

Monsieur Bischof souligne qu'il a abattu des arbres secs sur le chemin allant à La Bouège, afin qu'ils ne tombent pas sur des touristes. Monsieur Bischof précise que le chemin pédestre allant du Bois-Banal à Fromont est praticable dans sa forêt, par contre, le sentier passant par la forêt de la Seconde Section n'est plus fréquentable.

Madame Nancy Braendle est surprise de constater que nous devons nous prononcer sur un projet de réserve forestière dont le plan de gestion n'est pas encore établi. On votera donc sur un objet pour lequel il sera possible de modifier sensiblement les données dans le plan de gestion.

Monsieur Eschmann précise que le plan de gestion est établi après coup pour des raisons financières. En effet, le Canton ne veut pas demander à la Famille Bischof d'investir de l'argent dans un projet qui ne sera peut-être pas réalisé. Au niveau légal, ce qui sera mentionné dans le plan de gestion doit être en rapport avec le projet déposé en dépôt public et avec le contrat.

Madame Sabine Cattin est également étonnée que ni le contrat, ni le plan de gestion n'aient été présentés avec le projet. Elle aimerait bien savoir qui aura un droit de regard sur ces documents, mis à part le propriétaire et le Canton.

Monsieur Eschmann précise que le contrat est public et regrette qu'il n'ait pas été transmis avec le projet. Par contre, il n'est pas prévu que le plan de gestion soit public. Mais, si cela devait être une condition, il serait possible d'y avoir un droit de regard. Monsieur Eschmann souligne que le but premier du Canton est de faire ces réserves forestières en concertation avec le public.

Monsieur Paul-Justin Boillat souhaite savoir pourquoi les propriétaires riverains n'ont pas été associés à ce projet. Dès le moment où une demande était faite pour réaliser cette réserve, on aurait pu s'approcher des propriétaires voisins pour savoir s'ils étaient intéressés à s'associer à ce projet.

Monsieur Adrien Cattin précise que cette ouverture n'a pas eu lieu, car on ne savait pas si cette étude, qui a duré plus de deux ans, allait aboutir. Monsieur Cattin reconnaît que l'approche des autres propriétaires aurait pu être faite.

Monsieur Bischof est étonné que son projet fasse l'objet d'une votation et que le peuple puisse décider de ce qu'il fait sur son domaine. Lorsqu'il a créé une ferme bio, les citoyens n'ont pas été consultés.

Monsieur le Maire souligne que l'on a adopté un plan de zones communal sur lequel les différents secteurs sont classés. On doit donc impérativement passer par cette procédure. Monsieur Francis Sauser remercie Messieurs Bischof, Eschmann et Cattin pour l'exposé complet qu'ils ont présenté et demande, suite au souhait de Monsieur Chappatte, une interruption de séance de 5 minutes.

A la reprise des débats, Monsieur le Président, Francis Sauser, ouvre la discussion sur le fond.

Monsieur Pierre Stauffer constate que le Canton et les milieux forestiers sont favorables à ce projet. Il souligne que, par le passé, la forêt créait des emplois et était une source de revenus importants. Aujourd'hui, l'idée de la forêt a changé. Personnellement, Monsieur Stauffer est sensible à la forêt et comprend le sentiment des habitants de la région qui acceptent mal le fait de ne plus exploiter 30 hectares de forêts. Mais, d'un autre côté, Monsieur Stauffer essaie de comprendre l'avis d'une famille qui a l'opportunité de recevoir Fr. 126'000.00 et de pouvoir amortir ses investissements ou de prévoir de nouveaux projets ; peut-on résolument lui refuser cette aide ? D'autre part, nous avons mis en place des transports scolaires pour desservir ces familles éloignées. Prochainement, on va également, avec l'aval de la Confédération et du Canton, étendre notre réseau d'eau potable en direction des Prés-Derrière et de Sous-le-Mont.

Monsieur Paul-Justin Boillat est réjoui par l'idée de créer des réserves forestières, car il s'agit d'un pas dans une bonne direction, mais le projet de Monsieur Bischof met

particulièrement mal à l'aise Monsieur Boillat, car ce projet est mal ficelé et tout se résume à des intentions. Monsieur Boillat relève le fait que des gens vivent dans les côtes du Doubs depuis des siècles. Actuellement, il est vrai que nous traversons une période difficile pour les forestiers et que l'exploitation de ces surfaces n'est pas rentable, mais il est gênant de s'engager sur un siècle. Que laisserons-nous à nos descendants ? Monsieur Boillat aimerait avoir des garanties écrites quant aux principaux problèmes soulevés dans la discussion de ce soir pour prendre position favorablement. Il s'avère que le projet de Monsieur Bischof n'est qu'un avant-projet, car nous n'avons pas ces garanties.

Madame Luciana Werder pense que nous devrions plutôt nous poser la question « Que léguons-nous à nos enfants », lorsque d'autres projets qui polluent la nature sont acceptés et non pas dans le cas d'une réserve forestière qui ne menace pas l'avenir de nos enfants. Il est vrai que, du point de vue de la procédure, ce projet n'est pas impeccable, mais le Conseil général a, par le passé, déjà accepté des objets qui n'étaient pas ficelés de manière parfaite. Nous ne devons pas nous attarder sur une question de procédure, mais plutôt sur une question de fond : cette réserve est-elle si dangereuse ?

Monsieur le Président, Francis Sauser, clôt la discussion.

Monsieur Marcel Barthoulot demande le vote par bulletin secret. Au vote, 5 personnes acceptent le bulletin secret.

Monsieur le Président, Francis Sauser, pose la question suivante : « Etes-vous d'accord de préavisier le projet de réserve forestière de Fromont favorablement ? »

Les résultats du vote sont les suivants :

Bulletins distribués :	19
Bulletins rentrés :	19
Blancs :	2
Valables :	17
Majorité :	9
Oui :	10
Non :	7

Le Conseil général préavisie donc favorablement le projet de réserve forestière de Madame et Monsieur Bischof.

b) Le bureau du Conseil général propose le message suivant : « Acceptez-vous le plan partiel d'aménagement communal des forêts par la création d'une réserve forestière à Fromont ? »

Monsieur le Président, Francis Sauser, demande si des Conseillers désirent apporter des modifications au message précité.

Monsieur Paul-Justin Boillat souhaite que l'on ajoute la surface de la réserve.

Monsieur Jean-François Humair demande si l'on peut inclure la durée du contrat.

Le Secrétaire, Monsieur Claude Gagnebin, pense qu'il s'agit là d'un contrat de droit entre le Canton et Monsieur Bischof et que la durée de ce contrat ne devrait pas être soumise au peuple. Il est donc renoncé à la mentionner.

Monsieur Henri Boillat souligne que « élaborer de manière définitive le message du Conseil général destiné aux ayants droit au vote » ne signifie pas poser la question mentionnée sur les bulletins de vote. Le message doit simplement informer les citoyens de la prise de position du Conseil général.

Monsieur le Président, Francis Sauser, précise que nous discutons actuellement du message qui sera imprimé sur les bulletins de vote. Si le Conseil général souhaite ajouter un message dans l'enveloppe indiquant le préavis favorable de ce soir, nous pouvons passer cet objet au vote. Les Conseillers généraux acceptent de mentionner le préavis favorable du Conseil général à ce projet par 8 voix contre 7.

Dans un premier temps, Monsieur Francis Sauser demande aux Conseillers s'ils acceptent d'imprimer la question suivante sur les bulletins de vote : « Acceptez-vous le plan partiel d'aménagement communal des forêts par la création d'une réserve forestière à Fromont d'une superficie de 30.87 hectares ? ».

Au vote, le message précité est accepté à l'unanimité.

Monsieur le Secrétaire, Claude Gagnebin propose de remettre aux ayants droit au vote les messages suivants : le message reçu du Conseil communal avec son préavis, le message du Conseil général indiquant que, dans sa séance du 20 octobre 2003, il a préavisé favorablement le projet de réserve forestière par 10 voix contre 7 et enfin, d'inclure également la feuille explicative que Monsieur Bischof nous a remise.

Monsieur Marcel Barthoulot désire qu'on n'indique pas le nombre de voix obtenues. Les Conseillers acceptent de ne pas mentionner les résultats de la votation précitée.

Au vote, la proposition du secrétaire est acceptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, le président lève la séance à 22.10 heures.

Au nom du Conseil général
Les Bois
Le Président: La Secrétaire :